

« SfruttaZero », une sauce tomate contre l'exploitation des travailleurs migrants et des précaires en Italie



PAR SYLVAIN BIANCHI 9 FÉVRIER 2018

Ils travaillent jusqu'à 12 heures par jour, payées une misère, par une chaleur accablante qui parfois les terrasse. Tout cela pour ramasser des tomates « 100% italiennes » et « à savourer en famille »... Eux, ce sont les travailleurs migrants exploités par un système quasi-féodal dans le sud de l'Italie. Une fatalité ? Pas pour un groupe de jeunes italiens, qui ont, avec des migrants, créé leur propre production et marque de sauce tomate, « SfruttaZero », avec des conditions de travail dignes et respectueuses de l'environnement. Ils espèrent désormais que leur initiative pourra faire tâche d'huile.

« *Autentico Italiano.* » « *Des tomates 100% italiennes.* » Ou encore, « *Une tradition à savourer en famille* », vantent les slogans des marques Conserve Italia (Cirio) et Mutti, deux géants de l'agroalimentaire italien spécialisés dans la fabrication de conserves. En plus de jouer la carte du *Made in Italy*, ces deux marques ont en commun d'avoir été citées par la substitut du procureur général de Lecce, Paola Guglielmi, dans son enquête sur la mort d'Abdullah Mohammed [1], un travailleur agricole soudanais de 47 ans décédé d'une crise cardiaque en juillet 2015. Il récoltait alors des tomates « 100% italiennes » dans un champ de Nardò, ville de campagne située dans la région des Pouilles, le « talon » de la botte transalpine.

Depuis une vingtaine d'années à Nardò, entre 500 et 1000 travailleurs saisonniers viennent chaque été, comme Abdullah Mohammed, travailler dans les champs des propriétaires terriens le temps de la récolte des tomates – en général du mois de mai jusqu'au mois d'août. Nardò devient alors

le point de rencontre entre ces travailleurs migrants, qui viennent principalement d'Afrique de l'Ouest et du Nord, et les producteurs agricoles des communes limitrophes.

Le *caporalato*, système d'exploitation ancestral

Installés généralement à quelques kilomètres du centre-ville de Nardò, dans ce qui est communément appelé le « ghetto », les travailleurs sont enrôlés chaque jour dans des équipes de 15 à 20 personnes constituées par les *caporali*. Ces derniers incarnent la figure d'un système d'exploitation ancestral, le *caporalato*, selon lequel un intermédiaire est missionné par une entreprise agricole pour rassembler la main d'œuvre la moins chère possible et la faire travailler, généralement sans contrat ni protection juridique.

Dans les champs, les conditions de travail sont déplorables. 60% des individus ainsi recrutés n'ont pas accès à l'eau ou aux services d'hygiène. Les travailleurs sont taxés par le *caporale* sur le transport et les biens de première nécessité, ce qui réduit encore leur salaire, déjà inférieur d'environ 50% à celui prévu par la loi italienne. Les saisonniers sont payés à la tâche, au *cassone* ramassé, soit une caisse de plus de 300 kg. Le salaire moyen varie entre 22 et 30 euros par jour, pour des journées de huit à douze heures, sous des températures pouvant atteindre les 40°C, comme le jour de la mort d'Abdullah Mohammed.



Dans son rapport sur la question, la Fédération des travailleurs de l'agro-industrie (FLAI-CGIL) estime que sur le territoire italien se trouvent entre 400 000 et 430 000 travailleurs irréguliers et potentielles victimes du *caporalato* dans le secteur de l'agriculture, tandis que 100 000 se trouveraient en condition d'exploitation extrême et de grande vulnérabilité [2].

« La langue est la première arme d'autodéfense »

Révoltés par cette situation à quelques pas de chez eux, des militants de la province de Lecce se sont emparés du problème. Ainsi, à Nardò, des activistes, comme les jeunes militants de l'Union des étudiants, créent le comité No Caporalato et commencent à mener les premières actions directes de solidarité dans le « ghetto » où sont hébergés les travailleurs. C'est à partir de ce noyau de militants que va se créer en 2014 l'association Diritti a Sud. Dans la lignée des premières solidarités évoquées, Diritti a Sud agit directement dans le ghetto, auprès de ses occupants.

Des cours de langue sont organisés, une priorité pour Rosa, présidente de Diritti a Sud, spécialisée dans l'enseignement de l'italien aux étrangers, pour qui « *la langue est la première arme d'autodéfense* ». Un soutien administratif est mis en place afin de faciliter les démarches avec la municipalité. L'association travaille aussi à l'accompagnement psychologique des migrants, « *qui portent en eux des blessures très profondes* », celles du passé, celles de la brutalité de la vie dans le ghetto.

SfruttaZero, un projet pensé « depuis la base »

Néanmoins, les militants de Diritti a Sud se rendent vite compte de leurs limites face à un secteur économique dont le poids est considérable - à elle seule l'industrie de la tomate génère 3,2 milliards de chiffre d'affaires [3]. Une rencontre avec Netzanet Solidaria, une association de Bari qui privilégie l'action « depuis la base », va leur permettre de donner corps à une véritable alternative. Diritti a Sud adhère alors au projet SfruttaZero, littéralement « Sans exploitation », une initiative qui vise à produire une sauce tomate en respectant les règles juridiques et en luttant contre l'exploitation intensive des personnes et de la terre.

En 2015, étudiants, jeunes précaires, activistes et migrants qui composent l'association lancent leur propre production agricole, suivant les conseils du plus âgé d'entre eux, Carlo, un paysan italien au passé militant. Les premiers investissements nécessaires – outils, semences, terre louée à un particulier – sont financés grâce à une somme de 8000 euros recueillie sur une plateforme de financement participatif. Les premiers résultats sont encourageants, avec 2500 bouteilles de 500 grammes produites la première année, et 13 000 la seconde.



Travailler sans être exploité

En 2017, pour la troisième année consécutive, les paysans « anti-exploitation » se sont réunis de mai à août sur un terrain à nouveau loué à un particulier, à quelques kilomètres du centre-ville de Nardò. Cette année, le travail est simplifié par le raccord du terrain au réseau d'irrigation communal, géré par une coopérative. Dès 7h du matin, les premiers membres de l'équipe sont sur place, entre les rangées de tomates en plein air. Cultivées sans pesticides, avec le moins d'engrais possible au profit de compost, les tomates sont classées en deux variétés, une « standard » et une locale, la « *salentina* ».

Vers 10h, l'équipe du jour est au complet, comptant jusqu'à une vingtaine de personnes en période de récolte. Les derniers arrivés apportent le café aux premiers, pour une pause méritée. Ensemble, militants, migrants et bénévoles s'affairent toute la journée. Payés à l'heure - chaque travailleur reçoit un salaire horaire de 7,19 euros nets - et non aux tomates ramassées, ils prennent le temps de bien faire. Les tomates sont cueillies et non arrachées, les pauses à l'abri du soleil sont respectées. Ici, eau et sandwichs sont fournis, ce qui n'est pas le cas dans les exploitations dirigées

par les *caporali*, comme le confirme Gora, un jeune sénégalais de 23 ans : « Avec les capo, c'est un travail de m... Il faut acheter à manger, à boire. Même pour se laver, l'eau est payante ».



A la fois « travailleurs » et « militants »

Gora fait partie des migrants qui ont bénéficié de l'accompagnement de Diritti a Sud pour sortir du ghetto et participer au travail agricole du projet SfruttaZero. Comme lui, ils sont une dizaine à avoir travaillé auprès des membres de l'association, et maintiennent des contacts après leur départ de la région, à la recherche de nouvelles opportunités de travail. Quelques autres ont fait le choix de rester et de s'engager, comme Sabri, Mussa ou Muda. Le premier est arrivé en Italie depuis la Tunisie il y a une dizaine d'années, et vient d'obtenir un permis de séjour longue durée. Il vit désormais dans son propre appartement en ville. Mussa, lui, vient du Darfour et a connu un parcours chaotique entre la Libye, l'Égypte, la Turquie, la Grèce, la Sicile et enfin Nardò et son ghetto. Muda parle italien et anglais. Étudiant soudanais, il a quitté son pays après avoir été maltraité pour ses convictions politiques. Aujourd'hui, ils sont sortis du ghetto et vivent à Nardò.

Ils font partie des 25 membres actifs qui composent le noyau dur de Diritti a Sud et du projet SfruttaZero. Le groupe, volontairement restreint, se réunit chaque semaine dans un local à Nardò, souvent pendant des heures, pour décider des orientations de l'association. Les débats sont animés : que faire de l'offre de rachat de leur production de tomates émise par une marque de la grande distribution ? Doit-on accepter de rencontrer Matteo Renzi, en plein tour d'Italie en vue du prochain scrutin national ? Faut-il se rallier ou non à une liste électorale pour les prochaines élections ? Semaine après semaine, chaque membre décide de l'avenir de l'association et des projets menés, et s'implique ensuite dans un des pôles opérationnels qui mettent en œuvre les orientations votées en assemblée. Ainsi, à Diritti a Sud, travailleur et militant ne sont pas deux statuts séparés, chacun est impliqué, aussi bien dans la prise de décision que dans la récolte des tomates.

Droit au chômage et à une protection sociale

Une fois ramassés, les précieux fruits sont transformés au sein d'une coopérative partenaire. A nouveau, le résultat de la production 2017 est encourageant : 12 000 bouteilles de 520 grammes. Les visages des paysans militants sont affichés sur l'étiquette : on y retrouve notamment ceux de Mussa et Sabri. La production est ensuite vendue via des groupements d'achat solidaire, des associations de consommateurs qui défendent les principes d'équité et de solidarité, sur des marchés équitables comme la foire Fa' la Cosa Giusta, ou encore sur commande directe.

Le prix, trois euros, reflète les coûts réels d'une production qui respecte les règles et les droits humains, et laisse entrevoir l'hypocrisie d'une industrie qui pratique des prix dérisoires, moins d'un euro en supermarché. Bastien, militant français vivant à Lecce, membre lui aussi de Diritti a Sud, insiste également sur une victoire du projet, celle d'avoir réussi cette année à fournir 21 contrats agricoles aux travailleurs, des contrats « *qui donnent droit notamment au chômage et à une protection sociale plus importante* ». Les années précédentes, les contrats n'étaient en effet que des contrats précaires, moins protecteurs.



Cependant, tous restent conscients de la fragilité du projet. Rosa insiste par exemple sur la difficulté de ne pas posséder leur terrain, ce qui au-delà des coûts engendrés, limite la durée des contrats de travail aux seules saisons printanière et estivale et empêche un travail de la terre sur le long terme. L'absence de subventions est également préjudiciable. Diritti a Sud a donc choisi de contracter un prêt auprès d'une banque éthique. De plus, la production agricole dépend encore de quelques solidarités, comme celles des paysans amis de Diritti a Sud, qui aident quotidiennement au transport du matériel nécessaire, l'unique fourgon de l'association n'étant pas suffisant.

Migrants ou jeunes italiens : une génération qui a décidé d'agir



Comme l'explique Bastien, les tomates du projet SfruttaZero permettent à l'association de faire connaître ses autres actions, et de se lier à d'autres militants cherchant également à développer des alternatives. Au niveau régional, Diritti a Sud a rejoint le réseau Salento Kilometro Zero, réunissant des paysans engagés dans la protection du territoire, défenseurs d'une agriculture sans produits de synthèse. Diritti a Sud a en outre adhéré à Fuori Mercato,

réseau national rassemblant activistes, chercheurs, hommes politiques, migrants et ouvriers autour des thèmes de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture. L'association participe enfin à la délégation italienne de la Via Campesina, mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans opposés à l'agriculture industrielle.

Ces mouvements sont, pour Rosa, le signe que « *les choses commencent à bouger* », dans un pays où « *souvent le découragement l'emporte* ». « *On ne se bat pas juste pour les autres, on se bat aussi pour nous, et cela fait toute la différence. On ne dit pas "eux" dans la lutte, mais "nous"* », assure Bastien. Pour Rosa, « *SfruttaZero est un rapport mutualiste entre des personnes qui ont des difficultés pour trouver du travail, que ce soit des migrants ou de jeunes italiens* ». Ainsi, sur les bouteilles SfruttaZero, chaque visage est aussi celui d'une lutte, celle de migrants risquant leur vie pour travailler, celle de paysans en situation de précarité permanente, celle d'étudiants luttant pour leur avenir, celle d'une génération qui a décidé d'agir face à l'exploitation. Le tout, sur une simple bouteille de sauce tomate.

Sylvain Bianchi

<https://www.bastamag.net/SfruttaZero-une-sauce-tomate-contre-l-exploitation-des-travailleurs-migrants-et>

► A voir : le documentaire « L'Empire de l'Or Rouge », diffusé le 13 février à 23h sur France 2 (voir [la bande annonce](#)).

Photos

Photo de une : Récolte, juillet 2017. © Alessandro Bollino/SfruttaZero

Récolte, juillet 2017. © Giorgio Carcagni/SfruttaZero.

Les boîtes de sauce tomate de SfruttaZero. © Daniele Pignatelli/SfruttaZero